La Commune

Hollande, la dictature à tête de veau

Le roi semblait être aux prises avec des « frondeurs » sans fronde. Le roi semblait être à l'abri derrière son Premier ministre et son ministre des « Entreprises ». Impopulaire, certes, mais épargné. Le roi est nu, la chemise déchirée. Pas seul, mais isolé. Tout comme son alter ego, l'écumant Sarkozy. Hollande, le sabreur de droits fondamentaux, l'ami des dictateurs-bourreaux et bouchers; Hollande, la dictature à tête de veau…[1]

« *Je préfère tenir bon sur une position que je défends depuis des années plutôt que d'en changer sous la pression des circonstances* » avait expliqué avant d'être nommé chef de l'État, le ci-devant Hollande. Beaucoup diront qu'il a changé de position sous l'effet de la crise et sous la pression d'Angela Merkel. Erreur ! Hollande CACHAIT sa position. Hollande, c'était cet « opposant » que Chirac remercia il y a dix ans d'appeler à voter Oui au traité constitutionnel européen qu'il aida à faire passer ensuite en contrebande sous le nom de Traité de Lisbonne. Ceux qui, comme Mélenchon, feignirent de croire que Hollande était sincère quand il s'en prit à « La Finance » lors de son meeting du Bourget en 2012, connaissaient eux-mêmes la suite politique de cet accès de lyrisme social. Il lui fit don de « ses » voix sans barguigner.

Union sacrée PS LR FN contre les 6 d'Air France

A l'autre pôle, une centaine de salariés, excédés par le dialogue social qui consiste à organiser les licenciements et l'augmentation du temps de travail entre « partenaires sociaux », ont donc fait irruption dans la salle où se tenait le Comité Central d'Entreprise d'Air France. Nous connaissons la suite. Vol de chemise au-dessus d'un nid de casseurs d'effectifs. Hollande, fort de ses fantassins des médias, pense pouvoir les isoler. Il fait donner Valls et Macron. Contre les 6 d'Air France, c'est la curée dans une Union sacrée sans faille PS-LR-FN. Cette sale mayonnaise tourne bien vite. Les sondages, pourtant tournés à l'avantage de ceux qui croient pouvoir fabriquer une opinion publique sur mesure, disent que 57% des français « comprennent » les salariés qui ont secoué un mercenaire d'entreprise. Les gens apprennent ce que Juniac, le PDG d'Air France, dit dans ses conférences de riches : il « s'interroge » sur la notion « d'acquis sociaux » et même sur la notion « d'enfants » qui, selon lui « évolue », au cas où on pourrait enfin les remettre au travail. La palme revient, dans cette affaire, à Macron qui plastronne : « ils seront condamnés ». Valls les traite de voyous. L'autoritarisme du personnage dégénère ici en hystérie pure et simple.

"Ça va exploser"

A son tour, le « dialogue social » se fissure, celui qui doit sceller « l'association Capital-Travail » chère à de Gaulle enchaînant les syndicats à l'État et aux « Entreprises ». La CGT boycotte la conférence sociale et son chef, Philippe Martinez prévient : « Ça va exploser ! ». Hollande se prenant pour le chef des syndicats et pour le grand Arbitre de la « concorde sociale » rappelle la CGT à l'ordre. Rien n'y fait. Au même moment, CGT et FO quittent la « négo » sur les régimes ARGIRC ARRCO de retraites complémentaires qui servent à introduire la retraite à 67 ans. La CFDT s'affirme alors toujours plus nettement comme la « branche salariée » du MEDEF. Tous les masques tombent. Une catastrophe électorale s'annonce pour le Parti socialiste.

Certains alors tentent des subterfuges grossiers. Filoche, en grand sauveur de la social-démocratie, s'élance « Macron, démission ». Vous comprenez, ce serait un « signe fort » avant les Régionales : changer de ministre pour que le gouvernement reste pareil, en quelque sorte. Changer de ministre pour sauver Hollande. Tout aussi foireux, le référendum de Cambadélis pour l'Union de la Gauche. Mieux qu'un fiasco, une pantalonnade digne d'une république bananière où la fraude, pour un peu, deviendrait obligatoire.

« Fainéants », « manipulateurs »

« Fainéants », « manipulateurs » ainsi Julien Dray parle de Cambadélis et de … « Barto », lors des fins de repas mondains. Comme pour rappeler qu'ils se détestent tous cordialement, s'écrasent les orteils mutuellement, pour se placer. Comme si leur accord politique de fond les poussait à se mépriser plus encore les uns, les autres. « La moitié sont des crétins » avait dit DSK à propos des membres du gouvernement. Quoi qu'il en soit, à ce stade, on ne peut combattre une politique anti-ouvrière sans combattre jusqu'au bout celui qui l'incarne. Alors, oui, dehors Hollande, son gouvernement, sa politique et ses réformes. Le plus tôt sera le mieux. Rupture totale avec ce gouvernement, rupture totale avec l'Union Européenne, à bas la Vème république. C'est la condition sine qua non d'une autre politique, fondée sur la satisfaction des besoins immédiats des salariés et de la population et la sauvegarde du Code du Travail, de la Sécurité sociale et des services publics.

Daniel Petri, 26 octobre 2015

1 *En 1954, l'écrivain François Mauriac qualifia le gouvernement de Joseph Laniel de "Dictature à tête de bœuf"*

Modifié le mardi 03 novembre 2015

Voir aussi

La Commune n° 100

dimanche 08 novembre 2015

Sommaire : • Air France : La violence patronale• Editorial : Réforme ou rupture ? • Chronique d'une chute de régime : Hollande, la dictature à tête de veau • Retraites : Accord AGIRC/ARRCO : Accord scélérat ! • Pedro Carrasquedo, membre fondateur de La Commune, nous a quittés... • Pedro Carrasquedo (1951-2015), premiers points de repères biographiques • POI Gluckstein plus... »

Figure dans les rubriques Journal trimestriel |